LA note DE L'ANECR #2

Le réchauffement climatique : un danger pour l'humanité, une urgence absolue !

Enjeux

Depuis le sommet de la terre de Rio en 1992, le constat du réchauffement climatique est très largement partagé. Depuis, les rapports scientifiques s'accumulent et le constat est toujours plus alarmant.

L'accord de Paris de 2015 avait défini des objectifs de moins de 2 degrés de réchauffement en 2100.
Des objectifs qui semblent aujourd'hui d'autant plus difficiles à atteindre qu'aucun pays – ou presque – ne respecte ses engagements. Singulièrement les pays occidentaux, principaux responsables de la situation par une augmentation massive des émissions de gaz depuis un siècle.

Et malgré les envolées présidentielles lyriques – « Make our planet great again » – la France ne fait rien de significatif et d'efficace pour réduire les émission de gaz à effet de serre, qui sont en stagnation ou même en légère augmentation si on tient compte des produits importés.

Or, si le monde ne change pas massivement de braquet dans les 5 à 10 ans, les conséquences pour l'humanité s'annoncent graves à court et moyen termes (2030-2040), et d'une gravité aigue à l'horizon 2050-2070.

Prises de positions

Dans le même temps, 90% des Français sont conscients des dangers des réchauffements climatiques, soit une majorité massive dans toutes les catégories d'âges et sociales.
Ainsi, une majorité de Français est favorable au fait de modifier son comportement dans sa vie quotidienne.
Avec cette prise de conscience coexistent d'une part la conviction que les efforts individuels ne pourront remplacer les politiques nationales et locales - qui pèsent globalement pour 75% des solutions contre 25% s'agissant des comportements individuels -, et d'autre part la perception des inégalités en termes d'émissions de gaz à effet de serre - les plus riches polluent 40 fois plus que les plus pauvres -.

Il s'agit enfin de mesurer que dans ce contexte émerge une forte attente d'une offre politique crédible à gauche d'un programme de lutte pour le climat.

Le PCF énonce un certain nombre de propositions en ce sens : programme d'investissement massif dans la rénovation énergétique des logements et

des bâtiments publics, gratuité des transports urbains, investissements massifs dans les transports publics et le réseau ferré, taxation très forte du trafic aérien, réseau cyclable de 100 000 kilomètres, sortie du béton dans la construction et obligation d'utilisation de matériaux biosourcés, TVA à 0% sur tous les biens et services vertueux pour le climat, plan de conversion à l'agriculture biologique et 100% de produits bio dans la restauration collective, critères d'achats de proximité dans tous les appels d'offre publics…

De son côté, l'ANECR - dans la résolution adoptée en ce début de mois à son congrès - appelle à « la promotion d'un nouvel essor des services publics locaux, à l'exemple de la gratuité des transports en commun, un grand combat du XXIe siècle, alliant impératif écologique et impératif social ».

Propositions

Dans ce contexte, les questions du climat peuvent prendre une place nouvelle et singulière dans les projets et programmes municipaux dans la perspective des élections municipales de mars 2020.
Ainsi des propositions locales concrètes peuvent être portées à cette occasion, y compris en exigeant dans le même temps l'absolue nécessité de nouvelles politiques nationales fortes pour lutter résolument contre le réchauffement climatique, pour un nouveau développement humain et écologiques.
Si les propositions ci-dessous sont à confronter aux diverses réalités locales - notamment financières -, si elles peuvent poser la question d'une nécessaire prise en compte territoriale plus large que la commune, elles dessinent néanmoins des orientations fortes pour les élus et candidats communistes et républicains.
Pour autant l'enjeu climatique n'est pas une politique publique à part, c'est une préoccupation qui, à l'instar de la question sociale, doit irriguer chacune des politiques publiques mises en place. Il s'agit donc d'intégrer cet enjeu comme matrice de l'ensemble de nos politiques publiques.

<u>Les choix sans ou à moindre coûts</u> :
- Limiter autant que possible l'utilisation du plastique ;
- Acheter des véhicules peu ou pas polluants, et moins de véhicules ;
- Favoriser le recyclage et le tri sélectif systématique ;
- Maintenir les températures à 19 degrés dans les locaux administratifs et les écoles ;
- Créer les conditions d'achats locaux ;
- Sortir du glyphosate et des pesticides ;
- Privilégier les constructions en matériaux biosourcés ;
- Sensibiliser et former les citoyen.nes aux enjeux du réchauffement et aux bonnes pratiques.

<u>Les choix impliquant des dépenses de fonctionnement</u> :
- Engager la gratuité des transports, y compris partielle dans un premier temps ;
- Engager le passage à 100% d'agriculture biologique dans la restauration collective ;
- Aider à l'achat de vélos ;
- Accompagner les personnes les plus fragiles, notamment en période de canicule.

<u>Les choix impliquant des dépenses d'investissements</u> :
- Mettre en œuvre des plans d'investissements pour la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- Mettre en œuvre Des plans d'investissement pour la rénovation des logements sociaux ;
- Abonder des aides de l'ANAH ;
- Créer des cours oasis et des îlots de fraicheur ;
- Investir pour les transports publics ;
- Investir pour le vélo ;
- Créer les conditions de la vegetalisation des bâtiments et espaces publics.